

Le tigre et le dragon

L'Inde et la Chine peuvent beaucoup apprendre l'une de l'autre dans la poursuite de leur développement

Murtaza Syed et James P. Walsh

LA CHINE et l'Inde sont les géants du monde émergent. Regroupant plus d'un tiers de la population mondiale, ces deux pays continueraient d'avoir un effet immense sur les tendances mondiales même si leur croissance n'était pas si rapide. Ces dix dernières années, ils figuraient parmi les économies les plus dynamiques de la planète. Depuis 1995, le revenu moyen a presque décuplé en Chine et il a quasiment quadruplé en Inde. Malgré des systèmes politiques et économiques très différents, ces deux pays ont permis à des millions de personnes de sortir de la pauvreté, mais les inégalités de revenu et les dégradations de l'environnement ont empiré. Étant donné l'ampleur de ces changements, l'émergence de l'Inde et de la Chine a eu des conséquences profondes pour le reste du monde.

Un technicien chinois s'entretient avec un ouvrier indien dans une cimenterie de Pune, en Inde.





La Chine et l'Inde ont toutefois suivi des parcours très différents. Le modèle économique chinois s'est centré sur l'adaptation des industries manufacturières à l'exportation. Au terme de ce processus, la Chine est devenue l'atelier de production du monde. L'Inde s'est aussi de plus en plus intégrée au reste du monde, même si dans son modèle, la demande intérieure et les services ont joué un rôle plus important.

La croissance indienne a été moins spectaculaire, mais dans bien des secteurs, de la pétrochimie aux logiciels, l'Inde a percé sur la scène mondiale. Les produits chinois — des T-shirts et des climatiseurs aux composants d'iPod et aux meubles — sont omniprésents. L'Inde, quant à elle, produit des ingénieurs qui automatisent les processus bureautiques, exploite des centres d'appels pour résoudre les problèmes de logiciels et construit des laboratoires pharmaceutiques qui produisent des médicaments génériques pour le monde entier.

Comment deux pays, au départ apparemment semblables — revenus très faibles, populations rurales importantes, décennies d'exil économique volontaire et contrôle fortement centralisé —, ont-ils pu suivre des trajectoires aussi différentes? Étant donné ces particularités, que pourraient-ils apprendre l'un de l'autre?

Genèse des réformes

La Chine a commencé à se réformer, non en construisant les usines et les gratte-ciel qui frappent aujourd'hui les visiteurs, mais en changeant les campagnes. En 1978, les paysans, soumis à des conditions de vie difficiles dans les fermes collectives, représentaient 80 % de la population. À cette date, les terres communales commencèrent à être louées aux ménages, qui pouvaient alors choisir leurs cultures et vendre sur le marché libre la production dépassant le quota à verser à l'État. Ces réformes agraires — qui ont dopé la productivité agricole et ont permis à des pans entiers de l'activité économique et de la main-d'œuvre de sortir de la planification centrale pour passer au secteur industriel — ont provoqué les changements qui ont abouti à la transformation économique de la Chine. En 1980, elle a commencé à renouer des liens avec le reste du monde en créant des zones économiques spéciales le long de sa côte Est. Dotées de pouvoirs discrétionnaires en matière fiscale, de règles économiques simplifiées et d'infrastructures modernes, ces zones ont attiré des investissements massifs de l'étranger et l'expérience s'est rapidement étendue à d'autres régions.

Les réformes des entreprises d'État du milieu des années 90 ont libéré le potentiel de croissance, en affranchissant ces sociétés de leurs responsabilités sociales et en leur permettant d'investir dans les nouvelles technologies et de prospecter des marchés. Avec le vaste appui de l'État, les entreprises exportatrices ont appris à devenir performantes sur le marché mondial. Ainsi, s'inspirant du modèle à vocation exportatrice adopté par le Japon et la Corée, la Chine a réussi à mobiliser son excès de main-d'œuvre dans le système mondial de production. Grâce au coup d'accélérateur de l'accession à l'OMC en 2001, ses échanges globaux (exportations plus importations) se sont envolés, passant de moins de 10 % du PIB à la fin des années 70 à près de 50 % aujourd'hui, et l'investissement direct étranger, parti de quasiment zéro au début des années 80, a atteint plus de 150 milliards de dollars ces cinq dernières années.

En Inde, les réformes ont débuté plus tard, en 1991. Comme il était moins nécessaire de se concentrer sur les droits de propriété et que le contrôle de l'État était moins grand, ces réformes visaient d'abord à améliorer la capacité d'adaptation de l'économie suite à une crise de balance des paiements. La première série de réformes a levé les restrictions qui pesaient sur la production manufacturière et les échanges. Avant 1991, l'obligation de permis s'étendait à presque tous les secteurs, la concurrence étrangère était minime ou inexistante et l'intervention de l'État dans des secteurs allant des transports à la finance étouffait l'esprit d'entreprise et la croissance. Pendant les années 90, les obligations d'agrément ont été levées dans de nombreux secteurs, les tarifs douaniers ont chuté et les marchés financiers ont commencé à s'ouvrir au monde. Les entrées de capitaux sont passées de presque rien au début des années 90 à près de 8 % du PIB en 2007, la dernière année avant la crise financière mondiale.

Même si le secteur manufacturier indien s'est vite développé après le début des années 90, la croissance la plus remarquable a été celle des services, car la population nombreuse d'ingénieurs qualifiés et anglophones a su adapter les modèles économiques occidentaux à un environnement à plus faibles coûts. Les exportations de services ont augmenté de 2 % à 7¼ % du PIB entre 1994 et 2011. Ce qui a commencé comme l'externalisation d'activités simples comme le service client ou la programmation s'est élargi au développement de logiciels et de nouveaux processus bureautiques, au traitement de dossiers juridiques et médicaux de routine et à d'autres services. L'Inde a aussi exploité d'autres créneaux à forte intensité de savoir, comme les produits pharmaceutiques. Bien que la croissance des exportations indiennes ne soit pas à la hauteur de celle de la Chine, en 2011 les exportations de biens et de services représentaient 24½ % du PIB, soit un peu moins que les 28½ % chinois.

Où en sont l'Inde et la Chine aujourd'hui?

Grâce à sa longueur d'avance et sa croissance plus rapide, la Chine a des niveaux de revenu supérieurs à ceux de l'Inde. Étant le plus grand exportateur du monde, la Chine produit plus de jouets, chaussures, pièces détachées et ordinateurs que n'importe quel autre pays et son secteur manufacturier emploie plus de 100 millions de personnes. Toutefois, comme la crise mondiale affaiblit la demande extérieure et que le vieillissement démographique réduira sa main-d'œuvre, son modèle de croissance pourrait bientôt être révolu.

Ces dix dernières années, les réformes sont passées à l'arrière-plan alors même que la structure économique de la Chine accuse un déséquilibre grandissant. Les investissements ont gonflé de près de 13 points de PIB et représentent la moitié de la production, tandis que la consommation privée a fortement chuté, passant de 45 % à 35 % du PIB. Si ce déséquilibre persiste, des investissements élevés pourraient faire dérailler la croissance chinoise en augmentant les capacités excédentaires, en faisant baisser la productivité et en accablant les banques de prêts improductifs. Une pollution et une demande en énergie élevées sont d'autres raisons qui rendent nécessaires un changement de modèle.

Comme le reconnaît le dernier plan quinquennal, il faut trouver un meilleur équilibre interne entre l'investissement et la consommation afin d'entretenir la croissance ces prochaines

années. Pour y parvenir, il faut revoir le coût artificiellement bas de l'investissement en augmentant le loyer de l'argent, en continuant de relever le prix des autres intrants (comme la terre, l'énergie et l'eau) pour les aligner sur les prix internationaux, et en protégeant mieux l'environnement (voir «*Changement d'orientation*» dans ce numéro de *F&D*). Il faut aussi stimuler la consommation, en soutenant le revenu des ménages — avec des services à forte intensité de main-d'œuvre et des emplois dans les activités à plus forte valeur ajoutée et à plus grande intensité en capital humain — et en réduisant l'épargne des ménages et des entreprises — grâce à un dispositif de protection sociale plus fort et une réforme financière qui rémunère les ménages plus justement et qui répartit le capital plus efficacement. Il est certes encourageant de constater que le gouvernement chinois étudie la plupart de ces réformes, mais encore faudra-t-il qu'il les applique sans tarder.

Forte d'un secteur tertiaire dynamique, l'Inde présente une facette peu habituelle parmi les pays émergents : elle compte de nombreuses entreprises privées parmi les plus performantes du monde dans des domaines à forte valeur ajoutée. Des sociétés comme Infosys, Wipro et TCS sont dans le peloton de tête mondial des services informatiques. On estime cependant que les technologies de l'information en Inde n'emploient que 2½ millions de personnes, soit moins de 0,5 % de la population en âge de travailler. De plus, comme le revenu moyen n'est que d'environ 1.500 dollars par an, les salaires restent faibles pour la plupart des gens.

La population indienne en âge de travailler augmentera vite ces prochaines décennies, et donc un nombre sans précédent de personnes rejoindra le marché du travail. De vastes réformes seront nécessaires pour leur offrir de bons débouchés. Il faudra améliorer l'éducation et les soins de santé, tout en refondant la réglementation des secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, comme le secteur manufacturier. Il faudra aussi s'attaquer aux contraintes qui pèsent sur la croissance — de la capacité inadaptée des ports et des routes surchargées à l'allocation maladroite des droits miniers et aux pannes de courant. Il est aussi crucial d'améliorer le climat des affaires en simplifiant les règles, en éliminant les tracasseries administratives et en abaissant les barrières au commerce extérieur. Enfin, il faudra aussi améliorer le système financier pour qu'un plus grand nombre de personnes puisse épargner et emprunter, et que les entreprises soient mieux en mesure d'investir à long terme.

Sans réformes soutenues, la création d'emploi pourrait échouer. Toutes ces actions devront aussi être menées pendant que le gouvernement et la banque centrale contiennent à la fois l'inflation, qui a atteint des niveaux élevés ces dernières années, et le déficit budgétaire, qui reste obstinément élevé depuis la crise financière mondiale au risque d'évincer l'investissement et de brider le développement des marchés de capitaux.

Des défis communs

L'Inde et la Chine sont aussi confrontées à des défis communs. Il leur faut notamment rendre la croissance plus solidaire. Leurs acquis en matière de réduction de la pauvreté sont sans précédent dans l'histoire. En Inde, entre 1993 et 2009, le nombre de personnes vivant sous le seuil de pauvreté est passé de 36 % à 22 % de la population. Depuis le début des réformes en Chine, plus de 400 millions de personnes ont échappé à la pauvreté. Aussi

impressionnants que soient ces chiffres, les laissés pour compte restent nombreux. En Inde, il y a encore 250 millions de pauvres et l'enseignement et les soins de santé restent de très mauvaise qualité pour beaucoup, surtout dans les zones rurales. En Chine, la productivité rurale stagne depuis des années et les services publics doivent s'adapter aux aspirations d'une classe moyenne grandissante en matière d'éducation et de santé.

En outre, les inégalités se sont vite creusées dans les deux pays. Les salaires des groupes à niveau d'éducation élevé, notamment en milieu urbain, ont augmenté beaucoup plus rapidement que ceux des pauvres, surtout dans les campagnes. Les différences de niveau de vie entre les classes moyennes citadines, dont les conditions de vie ressemblent de plus en plus à celles des populations des pays développés, et le nombre important de personnes qui restent pauvres dans les campagnes et les régions à l'écart de la forte croissance génèrent des tensions sociales dans ces deux pays.

Apprendre l'un de l'autre

Pour entretenir leur étonnante croissance, la Chine et l'Inde doivent évoluer vers une structure économique capable de mieux équilibrer la demande intérieure et la demande extérieure, et le secteur manufacturier et les services. Pour y parvenir, ces deux pays — qui ont jusqu'à présent compté sur des stratégies de développement très différentes — seraient bien avisés de s'inspirer l'un de l'autre.

Vu l'avance de la Chine, quels enseignements l'Inde pourrait-elle tirer de l'expérience plus longue de son voisin? On oublie souvent le rôle des réformes agraires et rurales dans le développement initial de la Chine. La croissance de la productivité agricole a alimenté en main-d'œuvre le secteur industriel et libéré une demande accumulée pour divers produits industriels. Bien que l'Inde ait connu sa révolution verte dans les années 60 et 70, des problèmes plus généraux de tarification et d'investissement public restent sans solution. Pour tirer le meilleur parti des réformes en cours, l'Inde doit chercher à créer plus de synergies entre agriculture et industrie, comme l'a fait la Chine au début de son décollage. Après tout, en Inde, la moitié des travailleurs et un sixième de la production dépendent de l'agriculture.

Un autre domaine où la réussite de la Chine a été plus visible est celui des échanges internationaux et de la mobilisation des investissements étrangers, qui ont permis de créer des emplois. La Chine est devenue le cœur marchand du monde en accordant aux importations et à l'investissement direct étranger un accès à son économie — certes en imposant souvent des conditions —, tout en permettant aux entreprises nationales de s'adapter à une concurrence étrangère forte.

Les politiques qui ont rendu possible cette réussite comprenaient l'établissement de zones économiques spéciales flexibles et d'un régime d'investissement étranger libéral, un climat des affaires et un cadre réglementaire propice aux industries exportatrices, des politiques macroéconomiques stables et une réforme des entreprises d'État. Bien qu'aucune expérience nationale ne soit parfaite, l'Inde pourrait apprendre de la Chine comment ouvrir ses marchés intérieurs à la concurrence et quelles politiques adopter pour aider à développer le secteur manufacturier et à promouvoir l'emploi.

En outre, le facteur qui a constitué un obstacle pour l'Inde est devenu un moteur de la croissance chinoise : cela fait longtemps

que la Chine est le plus grand investisseur du monde en matière d'infrastructure, les routes étant parfois construites avant les villes qu'elles desservent. L'accent mis par la Chine sur les exportations a poussé le pays à investir massivement dans le transport ferroviaire de fret et maintenant de passagers, les installations portuaires, les aéroports et même les autoroutes. L'infrastructure urbaine s'est développée rapidement et les métros de Shanghai et de Beijing sont parmi les plus étendus du monde. L'investissement de la Chine en matière d'énergie — traditionnellement dans le charbon, mais aussi maintenant dans les diverses sources d'énergies renouvelables — est aussi le plus important du monde.

En Inde, en revanche, l'infrastructure reste une pierre d'achoppement. L'investissement dans les chemins de fer se heurte à l'État actionnaire. Certaines privatisations d'aéroports ont réussi, mais



En adoptant les bonnes politiques, la Chine et l'Inde seront encore plus importantes pour l'économie mondiale.

l'investissement dans les installations portuaires est en retard et la production et la transmission d'énergie ont pâti de mauvais modèles de tarification et de réglementations qui alourdissent le coût de l'investissement. Le champ est donc vaste pour améliorer les plans d'infrastructure propres à soutenir le développement, améliorer la connectivité et faire baisser le coût des exportations. Le rythme soutenu du développement des infrastructures en Chine pourrait ne pas être entièrement ou facilement reproduit par d'autres pays, mais il est certainement riche d'enseignements sur les liens entre l'investissement dans les infrastructures et les objectifs de développement.

Que pourrait apprendre l'Inde à la Chine? Tout d'abord, l'Inde a un secteur financier plus avancé et axé sur le marché. Malgré son niveau de revenu relativement faible, l'Inde possède un marché boursier très moderne et transparent. Du fait de son ouverture aux investisseurs étrangers, les entreprises cotées ont effectivement accès aux capitaux étrangers pour investir. Outre que cela a considérablement élargi les sources de financement, la culture d'entreprise a gagné en transparence et en ouverture. Pour être cotée en bourse, une société est soumise à des obligations d'information financière comparables à celles des pays développés. Cela a amélioré la discipline de marché et la confiance dans les grandes entreprises.

Même si les systèmes financiers des deux pays restent dominés par l'État et si les possibilités restent limitées pour les investisseurs étrangers, celui de l'Inde est davantage axé sur le marché. Les taux de rémunération des dépôts bancaires sont entièrement libéralisés, d'où de meilleurs rendements pour les épargnants. Les banques, publiques et privées, se battent pour attirer les grandes entreprises, ce qui encourage l'efficacité et une meilleure allocation des ressources. En revanche, le marché boursier chinois est beaucoup plus fermé pour les investisseurs étrangers et relativement peu transparent. Un meilleur contrôle du marché boursier et une ouverture sur l'étranger permettraient d'accroître l'information disponible, ce qui améliorerait la discipline du marché et l'allocation

des capitaux. Les entreprises ayant peu de chances de former des opérations conjointes avec des investisseurs étrangers pourraient aussi lever des capitaux plus facilement. Un système bancaire plus concurrentiel aurait des effets bénéfiques semblables, outre qu'il augmenterait les revenus financiers des ménages.

Dans le rééquilibrage de son économie, la Chine pourrait aussi s'inspirer de la façon dont l'Inde a développé les services. Le système financier indien est loin d'être parfait, mais il permet de répartir les capitaux entre les entreprises avec une moindre ingérence de l'État et moins de distorsions. De même, vu les doutes grandissants quant à la capacité d'innovation de son secteur manufacturier, la Chine pourrait apprendre beaucoup de «l'infrastructure humaine invisible» de l'Inde. Grâce au soutien à l'enseignement professionnel et aux parcs technologiques tournés

vers l'exportation, qui ont stimulé les pôles de compétitivité, le gouvernement indien a su développer et maintenir des avantages dans les types de secteurs dont la Chine aura besoin pour éviter le piège du revenu intermédiaire. Dans tous ces domaines, la forte protection de la propriété intellectuelle en Inde a aussi été cruciale.

En adoptant les bonnes politiques, la Chine et l'Inde seront encore plus importantes pour l'économie mondiale, car elles seront à même d'entretenir leur croissance vigoureuse et leur population s'intégrera davantage au reste du monde. Ces deux pays ont considérablement changé depuis qu'ils ont ouvert leur économie il y a une génération. Partant d'une population immense mais pauvre et peu intégrée au reste du monde, la Chine et l'Inde sont aujourd'hui la deuxième et la troisième économie du monde, en parité de pouvoir d'achat. Leurs modèles économiques différents démontrent qu'il n'existe pas une seule façon de se développer, et ils soulèvent par ailleurs des défis particuliers pour la croissance à moyen terme.

Cependant, dans ces deux pays, trop de personnes sont laissées pour compte, n'ont guère accès aux services publics de qualité et manquent de débouchés économiques. En Inde, l'amélioration des infrastructures et l'ouverture du secteur manufacturier à la concurrence aideraient à accélérer la croissance et à la rendre plus solidaire. La Chine en sait quelque chose. Celle-ci, en revanche, gagnerait à ne plus dépendre du secteur manufacturier ou des exportations et à miser davantage sur les services et la consommation, elle pourrait ainsi entretenir la croissance et en distribuer plus largement les fruits. L'Inde en sait quelque chose.

En empruntant des chemins différents, ces deux pays ont considérablement évolué. À l'heure où ils définissent la prochaine étape de leur remarquable développement, ils ont beaucoup à apprendre l'un de l'autre. ■

Murtaza Syed est Représentant résident adjoint du FMI en Chine. James P. Walsh est Économiste principal au Département Asie et Pacifique du FMI.